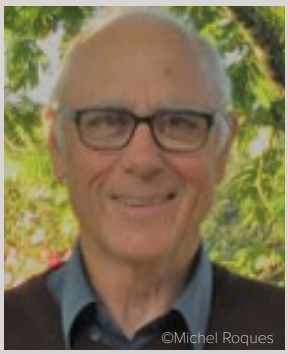
Echo du réseau numéro 55 -novembre 2026

L'écho du réseau Habitat Jeunes Occitanie

Habitat jeunes, le défi



© Adobe Firefly_Gemini Flash



Michel Roques,
Président de l'URHAJ Occitanie
a le plaisir de vous présenter
l'Echo du réseau n°55.

Face aux difficultés économiques de notre association, le bureau de l'URHAJ a pris la décision de suspendre en 2027 l'édition du journal papier et de passer à une newsletter, que nous aurons le plaisir de vous transmettre. Vous y retrouverez les actus de l'Echo du réseau.



Lucette Pla-Justaffré : une réponse logement jeune à Argelès-sur-Mer

Le 4 septembre dernier était inaugurée la première résidence Habitat Jeunes d'Argelès-sur-Mer, Lucette Pla-Justaffré, en présence notamment de la Maire et Conseillère Départementale du canton de la Côte Vermeille, du Président de la Ligue de l'Enseignement 66, du Président d'Habitat Perpignan Méditerranée, du Président de la Communauté de Communes, et du Préfet des Pyrénées-Orientales.

Ouverte début 2026, ce satellite de la nouvelle résidence Habitat de Perpignan, Alice Millat, était attendu avec impatience par les partenaires financiers et institutionnels de la Ligue de l'Enseignement 66, gestionnaire des résidences Habitat Jeunes des Pyrénées-Orientales. En effet, face aux difficultés d'accès au logement et à la précarité des jeunes sur son territoire, le Département a fait de l'accroissement des capacités d'hébergement des 16 à 30 ans une priorité du PDALHPD.

Lucette Pla-Justaffré, avec ses 30 studios répond aux besoins en logement des jeunes à Argelès sur Mer, des besoins identifiés il y a déjà plusieurs années comme nous l'explique Hervé Massé, Directeur Habitat Jeunes de la Ligue 66 : *« Nous avons répondu à l'appel à projet de l'Etat prévoyant 130 places Habitat Jeunes supplémentaires dont 100 à Perpignan et 30 à Argelès. Nous avons ainsi doublé nos capacités d'accueil en seulement un an impliquant le recrutement d'une équipe complète pour l'accompagnement individuel et l'animation collective. La résidence Lucette Pla-Justaffré fait partie de l'établissement Alice Millat de Perpignan. C'est une résidence satellite. Du personnel socioéducatif est présent plusieurs fois par semaine et une équipe de médiation de nuit est présente tous les soirs trois ou quatre mois durant la période estivale. Toute l'année une CESF est sur place deux jours sur sept et les animateurs socioculturels s'y rendent également une ou deux fois par semaine sur des temps spécifiques vie collective. Pour compléter la prise en charge des résidents et la gestion globale du projet les interventions de l'agente d'accueil, de l'équipe de maintenance, du responsable de résidence et du directeur sont également nécessaires. En ce qui concerne les publics accueillis, un besoin fort avait été identifié, depuis de nombreuses années, sur l'accueil des saisonniers, nous n'avons cependant pas vocation à n'accueillir que ce public spécifique. Actuellement, sur les trente résidents d'Alice Millat, sept sont dans cette situation, mais la moitié des jeunes ont le statut d'apprenti. Nous avions également identifié des besoins pour les jeunes locaux en situation de mobilité professionnelle et de décohabitation familiale, ce qui se confirme aujourd'hui. »*

En effet, la petite résidence Habitat Jeunes n'a pas mis bien longtemps à faire le plein. Près des deux tiers des résidents sont du département, dont onze d'Argelès même. Pour la moitié des trente résidents, Lucette Pla-Justaffré est un premier pas vers le logement autonome et, enfin, il faut se féliciter d'une bonne mixité de genre, puisque treize résidents sont des résidentes. Cette nouvelle résidence répond également aux besoins des acteurs économiques du territoire avec près d'un tiers des jeunes travaillant dans le secteur de la restauration.

Le journal du réseau Habitat Jeunes Occitanie
Directeur de publication :
Michel Roques
Rédactrice en chef :
Emilie Taberly
Conception et rédaction :
Céline Compère
Union Régionale Habitat Jeunes Occitanie
19 avenue Didier Daurat
31 400 Toulouse
05 61 54 14 95
accueil@urhaj.org
habitatjeunesoccitanie.org



Habitat Jeunes Sète fête ses 50 ans !

Célébrer la jeunesse et le savoir-faire Habitat Jeunes en termes d'accueil, d'hébergement et d'accompagnement des jeunes à travers différents temps conviviaux : un pari réussi pour les salariés, les bénévoles, les jeunes et les partenaires locaux associés à la co-construction du programme et de l'animation de cet évènement inédit. Les 17, 18 et 20 septembre derniers, animations sportives, culturelles et créatives se sont succédées dans les résidences Habitat Jeunes L'Alliance, Le Sévigné et Le Phare comme au cœur de la ville de Sète.

Trois journées exceptionnelles dans la vie des résidences Habitat Jeunes de Sète que nous présente Alexandre Mognol, Animateur à Habitat Jeunes Sète et Bassin de Thau : *« Nous sommes particulièrement satisfaits de la réussite de cet évèvement. En effet le projet était plutôt ambitieux pour une association comme la nôtre. Nous avons mis un peu plus de six mois pour organiser et définir la programmation. Les inscriptions se sont faites via HelloAsso, une billeterie en ligne gratuite, et les personnes le souhaitant ont pu aussi adhérer à Habitat Jeunes Sète. La spécificité de cet évènement réside dans sa co-construction. Chacun a pu s'exprimer sur la définition du programme d'activités. A titre d'exemple, j'ai mis en place un sondage pour que les jeunes puissent choisir avec quels artistes ils souhaitaient réaliser la fresque collective qui orne le mur du parking de la résidence Le Phare. D'ailleurs, le programme prévoyait deux heures durant lesquelles, le vendredi, les résidents ont participé concrètement à sa réalisation. Ils ont également choisi le film de la projection-débat. L'idée était de mettre en oeuvre les principes de l'éduc pop ! Les activités, extérieures ou dans les résidences, ont aussi été construites avec des partenaires opérationnels. La course de rame s'est faite avec Occitarame, les olympiades version kermesse organisées à la résidence Le Phare avec la ludothèque de la ville. Le seul bémol a été le report de la course d'orientation, en partenariat avec le club Sète Thau Triathlon, prévue dans la forêt des Pierres Blanches, le jeudi après-midi, pour cause de vent violent et d'interdiction d'accès à la forêt. Nous avons finalement réalisé cette course le samedi 31 octobre avec un contenu sur la thématique de l'accès aux droits. Plus d'une centaine de personnes ont été accueillies dans les résidences de l'association durant ces trois jours, mobilisant ainsi l'équipe et les résidents pour recevoir les visiteurs et les partenaires dans les différents lieux où étaient organisées les animations. Les partenaires institutionnels ont été conviés à l'ouverture des festivités pour boire le verre de l'amitié et visiter la résidence L'Alliance. Un moment très sympathique et convivial durant lequel ils ont participé à l'atelier cuisine et cocktail animé par les jeunes et découvert l'exposition photo+son. Cette expo construite avec les jeunes a nécessité beaucoup de travail. Nous nous sommes réunis durant plusieurs mois, chaque mercredi, pour la préparer à partir d'archives de l'association des années 70 jusqu'à aujourd'hui. Nous avons choisi d'installer les photos dans les lieux où elles ont été prises à l'époque afin de créer un dialogue entre le passé et le présent. Des audios ont également été réalisés par les jeunes dans le cadre de l'atelier le Mur du son pour que les voix des résidents d'aujourd'hui résonnent avec les visages des résidents d'hier. »*
Toute l'équipe et les jeunes d'Habitat Jeunes Sète et Bassin de Thau peuvent être particulièrement fiers de cet anniversaire durant lequel l'association a rayonné sur l'ensemble du territoire sétois auprès des partenaires comme des habitants.




©Habitat Jeunes Sète et Bassin de Thau



HTH : un premier binôme dans le muretain

HTH, le dispositif Habitat Jeunes d'Hébergement Temporaire chez l'Habitant, devient réalité sur le muretain. Après une campagne de communication lancée en juillet dernier via la presse et les réseaux sociaux, et le partenariat avec le Muretain Agglo qui communique auprès des communes du territoire, quelques familles envisagent déjà d'accueillir des jeunes, et un premier binôme a été créé fin septembre.

Solène Duchenne, Chargée du dispositif HTH Le Muretain pour Habitat Jeunes Ô Toulouse, se félicite de ce premier succès : *« Un jeune en Brevet Technique des Métiers chocolatier/confiserie à la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Muret a été accueilli dans une famille d'Eaunes. Ce couple dispose d'une chambre et d'une dépendance qui permettra à ce jeune d'être logé, une semaine par mois, à proximité de son lieu de formation. En effet, son employeur est en Haute-Vienne, où il a déjà son propre logement, HTH est donc idéal pour lui. Au-delà de proposer une solution d'hébergement, cette famille partage pleinement les valeurs d'HTH, et c'est essentiel pour la qualité de l'accueil. Elle est dans une démarche de solidarité, consciente des difficultés pour les jeunes à trouver des stages ou des emplois, et aimerait également qu'un jour quelqu'un ouvre sa porte à leur enfant dans ce même contexte. Aujourd'hui, la difficulté est plus de rassurer les hébergeurs que de trouver des jeunes qui voudraient un logement chez l'habitant. Nous n'avons plus de place dans la résidence de Muret et nous proposons à ceux qui ont le profil HTH de rentrer dans le dispositif. Notre objectif est de former vingt binômes sur l'année 2027. »*

Un premier succès pour le dispositif d'Hébergement Temporaire chez l'Habitant dans le muretain qui, n'en doutons pas, sera suivi de bien d'autres, tant il est important de permettre aux jeunes d'être logés au plus près de leur lieu de formation ou d'emploi dans un esprit de bienveillance et de solidarité. A suivre…



Les jeunes intérimaires dans le grand sud-ouest

Le six octobre dernier s'est tenu en visiocoférence le comité de pilotage de lancement d'une étude action inédite, réalisée par les URHAJ Nouvelle-Aquitaine et Occitanie sur le logement des jeunes intérimaires. Le FASTT, Action Logement et l'UNHAJ, qui soutiennent l'étude, étaient présents. Les partenaires associés, les Régions, les DREAL, les DREETS, les Banques des Territoires, les ARML et France Travail, étaient également conviés à ce premier comité de pilotage.

Mesurer l'impact de la problématique du logement des jeunes intérimaires dans les processus de recrutement et proposer des solutions logements adaptées aux jeunes intérimaires qui soient reproductibles à l'échelle nationale : tels sont les objectifs de cette étude action réalisée sur un an sur certaines zones d'emploi de Nouvelle-Aquitaine et d'Occitanie. L'une des principales finalités de ce COPIL, au-delà de la présentation de la méthodologie déployée, était de déterminer collectivement les zones d'emploi à étudier comme présentant des dynamiques contrastées en matière de conditions de logement des jeunes et de recours à l'emploi intérimaire. L'étude portera ainsi, en Nouvelle-Aquitaine, sur les zones d'emploi de La Rochelle (Charente-Maritime), territoire littoral fortement spécialisé dans l'intérim et connu pour sa forte tension sur le logement, et Pau (Pyrénées-Atlantiques) marqué par une dynamique récente dans le secteur de l'intérim. Par ailleurs, ces deux territoires se caractérisent par l'importance de leurs industries. En Occitanie, se sont Figeac-Villefranche (Lot et Aveyron) et Auch (Gers) qui ont été retenus. Le premier pour l'importance du secteur économique spécifique qu'est l'aéronautique et pour sa situation gérographique isolée des grandes villes, présupposant des problématiques de mobilités. Auch, à l'inverse, a été choisi pour sa proximité avec la métropole toulousaine bénéficiant de son rayonnement économique et pour l'importance du secteur de l'intérim.

L'étude action est donc lancée. Une étude à laquelle seront associés aux prochains comités de pilotage, s'ils le souhaitent, les Conseils Départementaux et les EPCI des territoires choisis afin de partager leur expertise et leur connaissance de leur territoire. Enfin, c'est en septembre prochain que les résultats de cette étude action interrégion seront publiés. A suivre…


©Santé psy jeunes

Louisette : le rendez-vous santé mentale du réseau Habitat Jeunes Occitanie

Louisette, c'est le petit nom du plateau technique dédié à la thématique de la santé mentale des jeunes résidents créé, début 2023, par l'URHAJ en direction des équipes socioéducatives des résidences Habitat Jeunes d'Occitanie.

Depuis trois ans, les salariés des équipes socioéducatives peuvent se connecter au rendez-vous trimestriel en ligne avec un professionnel de santé mentale. Cet espace d'échange est devenu un soutien important pour elles, comme nous l'explique Hélène Chapuis, responsable de projets à l'URHAJ Occitanie : *« Louisette est un dispositif de soutien aux équipes socioéducatives au niveau de leurs pratiques professionnelles. Ce dispositif leur permet de mieux adapter leur accompagnement des jeunes qui présentent des troubles de santé mentale. Un psychologue clinicien, Jonas Roisin, écoute et conseille les équipes et notamment sur les questions des jeunes ayant un parcours ASE, protection de l'enfance ou MNA. Ces publics ont des problématiques de santé mentale qui interrogent particulièrement les intervenants socioéducatifs dans la mesure où leur construction psychique, et par conséquent leur fonctionnement, peuvent apparaitre comme singuliers. Ce rendez-vous en ligne leur offre un espace pour parler librement, sans crainte du jugement des autres, de situations qui leur posent question dans l'accompagnement des jeunes et, également, de ce qu'ils peuvent ressentir. Certaines situations peuvent effectivement engendrer des traumatismes vicariants. Malgré le fait que ce soit en visio, Louisette permet aussi de créer du lien. C'est donc un moyen de lutter contre l'isolement professionnel. C'est sans doute pour ces raisons qu'une dizaine de personnes sont fidèles au rendez-vous, même si elles n'ont pas de situation à amener lors d'une session, l'écoute des autres est en soi enrichissante. Le message important porté au travers de ce dispositif est que les intervenants socioéducatifs font un métier pour lequel, certes, ils ont été formés, mais pas forcément sur la complexité des problématiques actuelles rencontrées par les jeunes qu'ils accueillent. Louisette constitue une forme de soutien dans leur fonction et leur métier et permet aussi de leur rappeler l'importance de leurs missions non seulement pour la personne qu'ils accompagnent, mais aussi pour la société. L'enjeu aujourd'hui est de maintenir Louisette. En effet l'URHAJ n'a pas de financement spécifique malgré le fait que la santé mentale ait été déclarée grande cause nationale. Les projets soutenus sont ceux dont le bénéficiaire direct est l'usager, ce qui n'est pas le cas du dispositif Louisette. Pourtant les accompagnants professionnels, comme nous le constatons avec ce dispositif, ont bien besoin de soutien face aux problématiques liées à la santé mentale des jeunes. »*
Une bonne nouvelle pour 2027, les rendez-vous de Louisette continueront grâce au soutien des associations Habitat Jeunes d'Occitanie.

Pour plus d'infos : helene.chapuis@urhaj.org



Rencontre associative

Le 17 septembre dernier la résidence Habitat Jeunes Jean Zay, à Carcassonne, accueillait le Comité Régional De la Vie Associative (CRDVA). Une rencontre qui a permis de partager les actualités de la rentrée associative, d'échanger sur les projets en cours et de découvrir plusieurs initiatives inspirantes portées par les réseaux associatifs.

L'URHAJ, en tant que tête de réseau et membre du Mouvement Associatif, y était présente pour rappeler, tout comme ses homologues, les enjeux majeurs liées à la crise que traverse l'ensemble du secteur associatif. Les réseaux associatifs représentés ont partagé les évolutions et les difficultés auxquelles ils sont confrontés et notamment la fragilisation de leur modèle économique et de leur trésorerie. Les questions de l'évolution du bénévolat et du salariat ont notamment été évoquées, en lien avec la necessité de faire évoluer les modèles et les pratiques dans un contexte de complexification des crises sociales et climatiques. L'importance de mieux se connaître, de renforcer les coopérations, de mutualiser les moyens et d'adapter les modalités d'accueil et de valorisation des bénévoles ont notamment été mises en exergue. Des initatives inspirantes ont ainsi été partagées tel que le Passeport Bénévole de France Bénévolat, un des nouveaux dispositif déployé pour mieux accompagner l'engagement des jeunes et reconnaître les compétences acquises dans l'engagement au sein des associations. Le Comité Régional De la Vie Associative a également été l'occasion de parler des défis solidaires, ou encore du concours photo « Bénévoles, Cœur d'Occitanie ».

Pour en savoir plus, consulter le portail Associations et Bénévoles de la Région Occitanie : www.laregion.fr



Raconte-moi ton monde

Habitat Jeunes Gide, Nîmes

C'est en juin dernier qu'est né « Raconte-moi ton monde », un atelier autour de l'interculturalité dédié à la découverte de l'autre et à la rencontre, au-delà des différences. Il faut dire qu'à la résidence Gide, la mixité culturelle se vit au quotidien entre les jeunes de la résidence Habitat Jeunes, les personnes accueillies dans le cadre de l'hébergement d'urgence, les mineurs non accompagnés, les jeunes accompagnés par l'ASE… des résidents de différents âges et de multiples horizons culturels.

Aurélie Gallus, Intervenante socioéducative, nous en dit plus sur cet atelier inspiré par l'ethnoclinique qui permet à chacun de s'exprimer sur qui il est : *« Chaque mois un résident ou une résidente et un ou une salarié(e) de la résidence sont invités à venir présenter leur univers, leur histoire, leurs références, témoigner de ce qu'il y a dans leur monde. Notre démarche est inspirée de l'ethnoclinique. Dans le vocabulaire de l'ethnopsychiatrie, on parle de « marmite » pour tout ce qui nous constitue, ce que nous avons reçu, appris, transmis et construit au fil de notre histoire. Il n'y a pas une seule bonne manière de penser ou de faire. L'idée est justement de comprendre que ce qui nous paraît évident ne l'est pas forcément pour l'autre. Chaque atelier se déroule dans un cadre bienveillant, basé notamment sur l'écoute, le respect de la parole de chacun et la possibilité de partager sans jugement permettant ainsi à celui qui le souhaite de parler de sa « marmite ». Cela peut être une simple anecdote, expliquer une tradition familiale, ou encore faire découvrir une recette, évoquer une croyance ou simplement partager une expérience personnelle. Cet atelier permet, compte tenu de l'importante mixité culturelle des publics de Gide, de transformer cette diversité et sa richesse en occasion de dialogue. On ne vient pas apprendre la culture de l'autre : on vient rencontrer l'autre à travers ce qu'il choisit de nous raconter. »*

« Raconte-moi ton monde » affiche complet depuis sa création tant la possibilité de se rencontrer autrement, en dehors des échanges du quotidien et de découvrir une personne différente de soi-même est une source de richesse, d'ouverture et de tolérance.



Luttons contre les VSS

Habitats Jeunes du Grand Rodez, Onet le Chateau

C'est dans le cadre de l'appel à projet « Femmes et minorité de genre en Habitat Jeunes » qu'un atelier d'autodéfense féminine, en partenariat avec l'association locale L'échappée belle, a été organisé début octobre au sein de la résidence Habitat Jeunes les Capucines.

Un atelier, auquel ont participé huit résidentes, dont l'objectif était de leur permettre de reprendre confiance en elles face aux violences sexistes et sexuelles, comme nous l'expliquent Mathilde Pecqueur Intervenante Sociale Et Educative et Aline Boutry Animatrice à la résidence Les Capucines : « *Nous avions repéré que les filles, face à des comportements inadaptés de la part des garçons ne savaient souvent pas comment répondre et se positionner. L'idée était donc de les aider à développer leur capacité à s'affirmer et réagir dans des situations de VSS, de se sentir légitimes de dire « stop », « non », de faire respecter leurs limites. Cet atelier leur a apporté des techniques sur le positionnement, le comportement, la parole à adopter bien au-delà de techniques de défense physique. L'objectif était de réfléchir aux messages non verbaux, aux conditionnements sociaux, et de se sentir ensuite plus outillé face aux différentes agressions et aux situations dérangeantes que les femmes peuvent rencontrer dans le quotidien, au travail, sur les réseaux sociaux… Les participantes ont pris conscience des violences psychologiques que subissent la majorité des femmes dans la société, au-delà des violences physiques. Les retours sont très positifs, elles nous ont confié se sentir plus fortes. Un autre bienfait de l'atelier est les liens qui se sont créés entre les filles. On peut dire que ça a joué en faveur de la sororité, les filles n'étant pas très nombreuses dans la résidence des Capucines, cela peut les aider à s'entraider lors d'une situation de violences sexistes et sexuelles. »*

Cet atelier s'inscrit dans une démarche globale de lutte contre les VSS au sein de l'association Habitat Jeunes. En novembre l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation intervient sur un atelier sur le consentement organisé en mixité. Toujours cet automne, une artiste locale anime quatre ateliers de création d'affiches contre les VSS qui seront visibles dans les parties communes de la résidence, et pourraient être partagées avec les autres résidences Habitat Jeunes d'Occitanie. Mais les résidentes et résidents ne sont pas les seuls mobilisés par la lutte contre les VSS, un groupe de travail constitué de salariés a été créé afin de construire un protocole partagé par toutes et tous basé sur la définition légale les violences sexistes et sexuelle, et non selon les représentations de chacune et chacun. L'objectif est d'apporter des réponses coordonnées et efficientes au sein de l'association Habitats Jeunes du Grand Rodez.





©Atrium

Le café des Jeunes

Atrium à Tarbes

Comment redonner de la vie dans le hall de la résidence, donner envie aux personnes de se rencontrer, de discuter ? Le café des jeunes, installé sur l'ancien bar à l'entrée de la résidence, a semble-t-il apporté un début de réponse grâce à des jeunes représentants des résidents au Conseil de Vie Sociale (CVS) qui l'ont imaginé. Ainsi, depuis le deux avril dernier, les publics et salariés de l'Atrium, tout comme les clients du restaurant associatif peuvent, en semaine entre midi et deux, s'arrêter pour une pause café à l'entrée du hall avant de reprendre le cours de leurs occupations.

Esteban Beausoleil, résident à l'Atrium et l'un des fondateurs du café des jeunes, nous raconte ce nouveau lieu de convivialité : *« Afin de démarrer le projet, le CVS a investi un fond de caisse qui nous a permis d'acheter les premiers produits : du café dans un premier temps. Café moulu, senseo, cappuccino... nous avons souhaité proposer une gamme variée, ainsi que du thé et des infusions avec les plantes du potager de la résidence, verveine citronnée et menthe poivrée. Cet été nous avons ajouté des boissons fraiches. Les tarifs ont été fixés en CVS, l'idée étant que les produits soient accessibles à tous. A présent, avec les petits bénéfices que l'on réalise, nous allons nous réapprovisionner en magasin. Je gère un compte CVS qui a été ouvert spécialement et je fais le point chaque mois avec l'animateur de la résidence. Par ailleurs, des points réguliers concernant l'organisation et le développement du projet sont faits avec les deux animateurs de la résidence. Dès son ouverture, le café des jeunes a permis de nouer plus de liens entre les résidents et les salariés autour de discussions informelles. Les personnes venant déjeuner au restaurant associatif ont aussi pris l'habitude de s'y arrêter, et certaines sont à présent des habituées. »*
Un constat positif partagé par Morgane Mormiche, une résidente qui a rejoint Esteban dans l'aventure du café des jeunes : *« C'est en étant cooptée sur un CVS que j'ai découvert le fonctionnement du café des jeunes. J'ai tout de suite voulu y participer d'abord parce que, comme Esteban, j'adore prendre un café, et aussi pour l'aspect social du projet, la possibilité de rencontrer des gens. Un midi, une dame nous a dit qu'elle trouvait très agréable de prendre un petit café en sortant du restaurant et, qu'en plus, il soit servi par des jeunes qui s'investissent autant. »*
Pour Kevin Le Menaheze, Animateur socio-éducatif à l'Atrium, le café des jeunes est un outil pluridimensionnel qui présente de nombreux avantages : *« Tout le monde s'accorde sur le fait que le café des jeunes apporte une dimension sociale en permettant la rencontre entre des personnes, c'est un vrai lieu d'échanges. En plus de cela c'est un outil de développement des compétences pour les jeunes qui s'en occupent, en l'occurrence Morgane et Esteban. Ce dernier était un peu stressé, au début, à l'idée d'être derrière le bar et devoir accueillir les gens. Aujourd'hui, il a gagné en confiance en lui et en capacité relationnelle. Le café des jeunes est aussi un outil pour d'autres initiatives, tel qu'un ciné de plein air organisé début septembre pour créer des liens avec le voisinage qui a été l'occasion pour le café des jeunes de se montrer, et de proposer ses prestations. Notre interrogation, aujourd'hui, porte sur comment faire pour que le café ne repose pas que sur deux ou trois résidents. Nous tentons de mobiliser pour que la relève soit assurée lorsqu'Esteban et Morgane quitteront la résidence, ou ne seront plus en mesure de s'en occuper du fait de leurs contraintes professionnelles. Nous pensons, pourquoi pas, mobiliser Jérémy Robert, en service civique à la résidence, pour faire du lien et motiver les jeunes afin que le café des jeunes perdure. »*

Quoi qu'il en soi, pour l'heure, le café des jeunes tourne bien, et les réflexions portent sur la déco, qui devrait être refaite prochainement, histoire de le rendre encore plus convivial et agréable.





©Habitat Jeunes Montpellier

L'Epi Jeunes : solidarité et engagement

Résidence Occitanie, Habitat Jeunes Montpellier

Ouverte début 2024, L'Epi Jeunes, l'épicerie solidaire d'Habitat Jeunes Montpellier, est un lieu où se rencontrer, créer des liens, un lieu de solidarité qui évolue afin de répondre toujours mieux aux besoins des jeunes de l'association montpelliéraine. Un projet construit pour et avec les jeunes qui s'impliquent bénévolement dans le fonctionnement de l'épicerie.

L'Epi jeunes, un lieu et un service essentiel pour l'association Habitat Jeunes Montpellièraine qui évolue et s'adapte constamment aux besoins des jeunes, comme nous l'explique Leslie Mudjeredian, Chargée activité à l'épicerie Résidence Occitanie : *« Depuis sa création, l'une des évolutions majeures est l'ouverture de L'Epi Jeunes à vingt cinq résidents des huit autres résidences d'Habitat Jeunes Montpellier, ce qui porte à soixante dix le nombre d'inscrits, en moyenne. En fonction de leur situation professionnelle et de leur budget, ils paient ou non une cotisation mensuelle de 5 euros. La limite mensuelle du montant des achats possibles est actuellement de 45 euros pour une personne ou 60 euros pour un couple, sachant que les prix des produits représentent 20 ou 30% des prix du marché. Ce budget a été fixé avec les jeunes et a d'ailleurs évolué à la hausse depuis l'ouverture de l'épicerie. Ainsi chaque mercredi et jeudi de la fin d'après-midi jusqu'en début de soirée, les jeunes inscrits peuvent venir faire leurs courses à l'Epi Jeunes.*

L'une des autres évolutions majeures, c'est le développement des partenariats dans l'objectif de privilégier les produits locaux et qualitatifs et de diversifier les produits proposés en fonction des besoins et demandes des jeunes. Nous travaillons donc toujours avec la Banque alimentaire et à présent, notamment, avec l'association Revivre, ou encore la Ville de Montpellier qui nous fournit des fruits et légumes locaux et/ou bios, sans oublier Dons solidaires pour les produits d'hygiène et d'entretien, la Biocoop et, depuis peu, Pharmagreen qui propose des dons de produits pharmaceutiques. Nous nous adaptons, mais l'idée forte lors de la création de l'Epi Jeunes demeure. L'épicerie n'est pas seulement un lieu pour acheter des produits à bas coûts lorsque l'on est en difficulté, c'est un lieu de rencontre et de partage. Un lieu où les jeunes prennent confiance en eux, donnent leur avis, proposent des initiatives et s'engagent en participant concrètement à la vie de l'épicerie. Epi Jeunes sert de support pour favoriser le pouvoir d'agir et l'émancipation des jeunes. C'est fondamental.

Les jeunes de la résidence Occitanie inscrits à l'Epi Jeunes doivent ainsi réaliser deux ou trois missions bénévoles durant la période durant laquelle ils peuvent bénéficier de ce service solidaire, qui est de six mois renouvelables. Ces missions sont très diverses : mise en rayon, tri des fruits et légumes, aide à la gestion de la caisse, récupération des produits à la Banque alimentaire et collectes alimentaires annuelles, voilà pour les missions régulières. Mais d'autres s'y ajoutent dans la mesure ou l'Epi Jeunes est un outil pédagogique en lien avec la transition écologique. Nous sensibilisons beaucoup les jeunes sur la question du gaspillage notamment grâce au site de compostage situé à côté de la résidence ou par des actions plus ponctuelles comme, il y a peu, un atelier gâteau à la banane pour éviter de jeter les fruits trop murs. Nous avons aussi organisé un atelier couture pour réaliser des sacs à vrac. L'épicerie est le théâtre de nombreux moments conviviaux, bien au-delà du temps où l'on fait ses courses. A titre d'exemple, avec la responsable de résidence et l'animatrice nous avons imaginé « Les jeudis des possibles » : un jeudi par mois nous nous retrouvons dans les locaux pour des ateliers cuisine, bricolage... en fonction des idées et des envies. »

L'Epi Jeunes est un lieu essentiel de vie et de solidarité pour Habitat Jeunes Montpellier, et plus particulièrement la résidence Occitanie qui a la chance de l'avoir dans ses locaux.



©Habitat Jeunes Montpellier- IA Canva

Habitat Jeunes, le défi

« Face à l'urgence logement », ainsi titrait le dossier spécial de l'Echo du réseau d'avril 2024. Un peu plus de deux ans et demi plus tard force est de constater que la situation ne s'est en rien améliorée, au niveau national comme en Occitanie. Notre région comptait alors soixante-neuf résidences Habitat Jeunes pour soixante-quatorze aujourd'hui. Si les projets de certaines associations se sont concrétisés, à Balma, Blagnac, Perpignan et Ardelès-sur-Mer, d'autres demeurent en souffrance et notamment à Toulouse, territoire pour le moins tendu en matière d'accès au logement social comme privé.

L'Occitanie reste l'une des régions où les résidences Habitat Jeunes peinent le plus à répondre à l'augmentation constante des demandes de logement des jeunes avec la Nouvelle Aquitaine et les Hauts de France. Le développement de solutions logement jeunes est, sur certains territoires, une urgence qui s'apparente parfois à un véritable défi, alors que de plus en plus de demandes de logement n'aboutissent pas faute de place disponible. Les conséquences peuvent être majeures pour les jeunes qui ne pourront commencer leur apprentissage, leur formation, leurs études ou qui se retrouveront à la rue à la suite d'une rupture familiale. A la fragilisation engendrée par l'absence de logement pour concrétiser un projet s'en ajoute bien d'autres en termes de ressources, d'estime de soi, de santé mentale… de possibilité de construire sa vie.

Créer et développer du logement accompagné, tel qu'Habitat Jeunes, en Occitanie comme ailleurs, se doit enfin d'être une priorité portée et soutenue par l'ensemble des acteurs publics du logement et de l'insertion sur les territoires pour l'avenir des jeunes. Le Baromètre du pouvoir de vivre publié cet automne par le Pacte du Pouvoir de Vivre et la Fondation Jean Jaures met en exergue le fait que le logement représente le premier poste de dépense pour les jeunes. Ainsi, 45% des 18-24 ans et 38% des 25-34 ans redoutent l'impact futur de leurs dépenses de logement. Se loger implique parfois de devoir renoncer à d'autres besoins essentiels, et notamment se nourrir. 29% des 18-24 ans et 28% des 25-34 ans déclarent avoir régulièrement ou parfois renoncé à certains repas pour des raisons financières selon le Baromètre.

Pour aller plus loin : pactedupouvoirdevivre.fr

Depuis près de 10 ans, la question des demandes de logement des jeunes non abouties auprès du réseau Habitat Jeunes, par manque de places notamment, constitue une problématique majeure, parallèlement les projets de développement mettent souvent trop longtemps à se concrétiser. Au niveau national comme au niveau régional s'intéresser aux demandes de logement est devenue une priorité, et ce d'autant plus que les demandes non satisfaites sont chaque année un peu plus nombreuses sur les territoires, et particulièrement métropolitains et touristiques, partout en France. L'augmentation constante des demandes de logement auprès du réseau Habitat Jeunes est un véritable révélateur de la force avec laquelle la crise du logement touche la jeunesse. Une crise particulièrement sensible en Occitanie où le réseau Habitat Jeunes est en tension.

Crise du logement en Habitat Jeunes : des données alarmantes

Sources : OPHAJ et SIHAJ


© DSC6520-scaled

ZOOM SUR LES LOGEMENTS ET LES DEMANDES DE LOGEMENT NON ABOUTIES

Les logements Habitat Jeunes :
- 3 293 logements (pour 4 097 places) en Occitanie
- 45 300 logements au niveau national

Les demandes de logement non abouties en 2025 :
- 66% en Occitanie (soit 36 points de plus qu'en 2021)
- 56% au national (soit 17 points de plus qu'en 2018)

Les motifs de refus de logement par manque de place en 2025 :
- 62% en Occitanie par manque de place en 2025 (soit 16 points de plus qu'en 2021)
- 23% au national par manque de place et 40% par abandon de la demande en 2025

Les territoires métropolitains au bord de l'implosion en Occitanie :
- 17% de demandes abouties en 2025
- 10% de demandes abouties de janvier à octobre 2026

Qui demande un logement en Habitat Jeunes ?

« Qui demande un logement en Habitat Jeunes ? », l'étude publiée par l'UNHAJ met en exergue, à l'instar de l'Observatoire Occitanie, la question de plus en plus problématique des demandes de logement qui ne peuvent plus aboutir alors que profil des demandeurs entre, en grande majorité, dans les critères Habitat Jeunes. L'étude de l'UNHAJ révèle ainsi que l'âge moyen des demandeurs est de 22 ans, près d'un sur deux est en parcours de formation (alternance majoritairement), un tiers est en emploi (hors apprentissage) et 10% sont en recherche d'emploi. En termes de ressources, plus des deux tiers des demandeurs vivent sous le seuil de pauvreté monétaire, et près de la moitié déclare moins de 836€ par mois. La majorité des demandes de logement proviennent de jeunes déjà ancrés sur le territoire, en effet 60% des demandeurs résident dans le même département que la résidence pour laquelle ils ont formulé une demande. Plus de la moitié des demandeurs souhaitent se rapprocher de leur lieu d'activité et les trois quarts formulent une demande pour une durée de séjour indéterminée.

Le réseau Habitat Jeunes n'est plus en mesure d'être réactif face aux demandes de logement des jeunes en mobilité professionnelle et géographique. Des jeunes qui, comptent tenu de leur situation, ne peuvent pas (ou très difficilement) accéder à d'autres solutions de logement et ont souvent besoin de l'accompagnement global spécifique à Habitat Jeunes.

Un parc de logement saturé en Occitanie

En Occitanie, cela fait à présent cinq ans que l'URHAJ consacre, dans son Observatoire du réseau Habitat Jeunes annuel, une partie aux demandes de logement et, plus précisément, aux demandes de logement non abouties sur les territoires. Les logements Habitat Jeunes dans notre région représente seulement 7,2% du parc national alors qu'elle est la seconde plus grande région en termes de superficie et l'une des plus attractives de France pour les jeunes, notamment sur les métropole de Toulouse et Montpellier. La tension sur le parc de logement se ressent, au-delà des demandes de logement non abouties, au niveau du taux d'occupation de 94% en moyenne (pour 83% au niveau national en 2025) et de la durée de séjour moyenne de 13 mois (pour 10 mois au niveau national).

Par ailleurs, la tension sur les demandes est sous estimée. Les 66% des demandes non abouties, notamment sur les territoires métropolitains, minimise la réalité dans la mesure où les associations Habitat Jeunes peuvent suspendre la possibilité d'effectuer des demandes de logement auprès des résidences dans lesquelles il n'y a aucune perspective de logement libre dans les semaines ou mois qui viennent. Par ailleurs, les demandes de logement ne sont pas enregistrées dans SIHAJ (Système d'Information Habitat Jeunes) lorsque, par exemple, il n'y a pas de logements disponible sur la période demandée, ou encore que l'âge du demandeur est trop élevé ou trop bas.

Le Comité Régional du Logement des Jeunes-CRLJ (instance partenariale réunissant les services de l'État, les collectivités territoriales, les bailleurs sociaux, les associations, les Missions Locales, le CROUS, la Banque des Territoires et Action Logement) était au programme, le 13 octobre dernier à Montpellier, de la journée régionale Politiques sociales du logement co-organisée par la Région et la DREAL Occitanie.Encore une fois, l'importance de développer des solutions logement en direction des jeunes de moins de 30 ans était au coeur des échanges et des temps de travail. L'approche territoriale et la participation des acteurs du logement et de l'insertion des jeunes, dont l'URHAJ, a mis en exergue des difficultés et enjeux spécifiques et notamment sur les territoires litoraux et métropolitains. Des territoires sur lesquels Habitat Jeunes met en oeuvre des stratégies de développement en réponse aux besoins des jeunes. C'est notamment le cas dans les Pyrénées-Orientales et sur la Métropole toulousaine où de nouvelles résidences ont ouvert leurs portes et où d'autres peinent toujours à voir le jour.

Trois nouvelles résidences dans les Pyrénées Orientales



Concurrence frontale tourisme/saisonniers, foncier prohibitif et vulnérabilité climatique, généralisation des baux précaires, jeunes publics fortement fragilisés, transports collectifs inadaptés : le diagnostic réalisé lors du CRLJ d'octobre sur les territoires littoraux et touristiques met en exergue des caractéristiques qui sont autant d'obstacle à l'accès au logement, temporaire comme pérenne, des jeunes. La Ligue 66 a, depuis un an et demi, ouvert trois nouvelles résidences Habitat Jeunes. Des réponses adaptées qui se sont concrétisées en seulement trois ans, portées par une forte volonté des acteurs locaux.

Hervé MASSE

Directeur Habitat Jeunes de la Ligue 66

“

Notre exemple montre bien que plus il y a une volonté locale portée par des acteurs locaux qui ont conscience de l'enjeu et de l'intérêt de construire de l'Habitat Jeunes plus les projets se concrétisent vite. Nous avons répondu à l'appel à projet de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDTS) en 2022. La première résidence Aimée Lallement, située à Perpignan, a ouvert ses portes en juillet 2025. Début 2026, c'était au tour, sur le même site, d'Alice Millat : l'établissement principal. A ces 100 places se sont ajoutées 30 places à Argelès-sur-Mer avec l'ouverture de la résidence Lucette Pla-Justaffré, également en début d'année.

La concrétisation de cet important projet de développement a été particulièrement rapide. Le fait que nous ayons, lors de la réponse à l'appel à projet de la DDETS constitué un groupement non solidaire, entre un promoteur, le propriétaire ESH Perpignan Méditerranée Métropole, et la Ligue 66 en tant que gestionnaire, y a contribué. Un autre facteur important est sans doute la reconnaissance de notre expertise du territoire et des jeunes qui a certainement rassuré les partenaires. Le Département, la CAF et l'Etat, nos principaux partenaires sur le fonctionnement, nous font confiance depuis quinze ans et sont à nos côtés, ce qui constitue notre force. La difficulté récurrente qui est celle des disponibilités du foncier a été simplifiée par l'entrée du promoteur, bien installé sur le territoire départemental, dans le groupe non solidaire. Il disposait dès le début du projet d'un foncier disponible qui correspondait au projet de Perpignan. A Argelès-sur-Mer, la Mairie a mis à disposition un foncier. Un bâtiment existant a été rasé pour construire une résidence Habitat Jeunes en réponse, en partie, au besoin en logement pour les saisonniers. Argelès est un nouveau territoire pour la Ligue 66, un défi intéressant. Il faut créer du lien partenarial, être en interaction avec les acteurs jeunes du territoire dans une commune de dix mille habitants qui passe à cent mille personnes pendant la période estivale.

Il y a maintenant près de quinze ans, les besoins sur le territoire avaient été estimés entre 250 et 300 places, nous en proposons aujourd'hui 246 réparties sur cinq résidences. Il me semble important de souligner qu'avant les ouvertures des dernières résidences nous recevions approximativement 300 demandes de logement par an, et répondions positivement à 30% de ces demandes. Depuis début 2026, avec l'ouverture des deux dernières résidences, le nombre de demande de logement a presque doublé. Je pense qu'il faut prendre un peu de recul pour voir si ce phénomène va perdurer. Est-ce l'effet ouverture de logements neufs et la visibilité dans les médias ? Est-ce l'augmentation des besoins en logement des jeunes sur le territoire ? Pour le moment nous n'avons pas la capacité d'apporter des réponses à cette forte augmentation des demandes de logement en Habitat Jeunes sur notre territoire, et ce d'autant plus que les profils n'évoluent pas. La majorité des jeunes qui se tournent vers nous sont en activité mais avec des ressources précaires, voire très précaires.

”

Situation tendue en territoire toulousain



Pression démographique et saturation des logements dédiés aux jeunes, éviction et sélectivité sociale dans le parc sociale universitaire, secteur privé inabordable et inadapté pour de nombreux jeunes actifs, manque critique de foncier, déficit de financements spécifiques, précarité invisible et décohabitations contraintes : le diagnostic réalisé lors du CRLJ d'octobre sur les territoires métropolitains de Toulouse et Montpellier révèle, sans trop de surprises, les difficultés extrêmes en termes d'accès au logement pour les jeunes et de parcours de logement vers l'autonomie. A Toulouse, Habitat Jeunes Ô Toulouse met en oeuvre une stratégie de développement constante face à l'ampleur des besoins et des demandes qui augmentent constamment. Pourtant, et malgré le soutien de la Fédération Française du Bâtiment de la Haute-Garonne (FFBTP 31) qui s'est portée coacquéreur d'un foncier destiné à la création d'une nouvelle résidence gérée par Ô Toulouse, les deux projets de résidences Habitat Jeunes en centre ville sont toujours en attente. Une situation par certains aspects ubuesque compte tenu de l'urgence et de l'ampleur des besoins en logement accompagné des jeunes sur la ville rose.

Christophe MARIANNE

Directeur général d'Habitat Jeunes Ô Toulouse

“

Notre association, Habitat Jeunes Ô Toulouse, gère six résidences sur l'aire urbaine de Toulouse et propose un parc de 456 logements. A l'instar des métropoles du pays, l'offre est très inférieure aux besoins et nous répondons à moins d'une demande sur cinq principalement par manque de places. La demande étant incontestable nous aurions pu penser que le développement de l'offre et de projet serai facilité. Il n'en est rien et nous faisons face à de multiples obstacles. Relativisons le cas Ô Toulouse, si un projet rapide peut prendre de deux à trois ans ce qui est vécu par quelques acteurs de notre réseau, nos projets en cours relèvent du cas d'école cumulant les difficultés et les retards comme une démonstration théorique de ce que l'administration, les règles d'urbanismes, les recours juridiques... sont capable de générer comme autant d'obstacles au déroulement de projets déjà complexes en temps normal.

Au niveau des difficultés administratives, elles ont commencé dès le début. Le parcours de l'Appel A Projet mis en œuvre par nos DDETS est une condition indispensable à l'agrément de nos projets. Nous avons attendus deux ans pour le lancement de l'AAP pour nos projets récents ! Même si ce dernier a été récemment facilité, il reste un frein dans la mise en action de nos projets lorsqu'il s'agit de s'inscrire rapidement dans l'aménagement d'une ZAC. Les promoteurs ou acteurs publics de l'urbanisme préfèreront la rapidité de réponse d'une résidence jeunes actifs qui ne nécessite pas de mettre autour de la table les différents acteurs et financeurs d'un projet Habitat jeunes (résidence sociale-FJT). La différence importante est qu'ils auront une résidence sans accompagnement social des populations et qui ne pourra répondre au besoin de populations jeunes les plus fragiles. A cette condition première qu'est l'appel à projet s'ajoute la disponibilité d'un foncier libre de tout occupant et prêt à construire à un coût raisonnable, condition sine qua non du démarrage d'un projet de développement dans le neuf.

Pour notre projet Matabiau de cent logements initié en 2021, l'ajout d'une parcelle a été nécessaire et a engendré une phase d'expropriation et de relogement via une Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale. Nous devrions pouvoir acquérir ce foncier avec l'aide d'un mécène qu'est la FFBTP 31 pour équilibrer financièrement le projet. A ce jour, le permis de construire est déposé, nous espérons une ouverture fin 2028, 2029. Concernant notre autre projet de résidence Volta de trente cinq logements, les demandes de financements ont également été déposées en 2021. Bien plus véloce lors de son démarrage, ce projet s'est vu opposer la non-acceptation par le voisinage : trois voisins pour trois recours en justice ! On mesure à ce stade les discordances entre d'une part les règles de l'AAP et des financements accordés, qui chacun précise une temporalité maximale à la mise en œuvre du projet, et la réalité rencontrée sur le terrain qui met à mal ces délais contraints.

Le modèle économique des résidences sociales-FJT est en soi déjà en déséquilibre depuis de nombreuses années. L'effet ciseaux s'accumule chaque année avec des recettes plafonnées à l'Indice de Révision des Loyers (INSEE) et des charges qui suivent le contexte économique impacté par des crises régulières, et donc en forte hausse. Ce même contexte économique de crise et son corollaire l'inflation des coûts des matériaux et de la construction, rend l'exercice de création de nouveaux établissements de plus en plus incertain. Entre les exigences d'évolution technique (Règlementation Environnementale 2020-2025-2028-2031...) et l'inflation des prix, le surcout de nos projets s'inscrit dans une fourchette de 20 à 30%. Les subventions à l'investissement des différents acteurs, quant à elles, n'évoluent pas ou peu lorsqu'elles ne s'inscrivent pas à la baisse.

”


© Jonathan Sutra

Jonathan SUTRA

Secrétaire général de la Fédération Française du Bâtiment de la Haute-Garonne (FFBTP 31)

“

C’est tout naturellement que notre Fédération a décidé d’être partie prenante dans le projet de création d’une nouvelle résidence de 100 places, avenue de Lyon à Toulouse, aux côtés d’Habitat Jeunes Ô Toulouse en nous portant dans un premier temps acquéreur du foncier, puis en devenant coacquéreurs. Pour la petite histoire, dans les années 60 un élu adhérent à la Fédération a initié la construction d’un foyer de jeunes travailleurs pour les apprentis qui rencontraient des difficultés à se loger. Cela s’est fait de façon informelle, mais c’est ce qui donnera lieu plus tard à la création de l’association Habitat Jeunes Ô Toulouse. Nous sommes toujours restés proches.

La métropole toulousaine est touchée depuis de nombreuses années par des problématiques de logement dans le parc social comme privé. Ce problème particulièrement prégnant touche absolument tout le monde, dont les jeunes salariés, et est de nature à impacter le développement des personnes, c’est-à-dire que le parcours résidentiel et professionnel peut être stoppé parce qu’à un moment donné il n’y a pas de solution de logement. Nous sommes confrontés à cette problématique concernant notamment des jeunes en apprentissage que nous formons et recrutons, des problèmes de logement et de mobilité peuvent être des freins à l’accès à nos métiers. Le conseil d’administration de la Fédération s’est donc penché sur le problème et a décidé, dans le cadre de notre objet associatif, de participer et œuvrer à apporter des solutions logement, notamment pour les plus fragiles. D’ailleurs, une partie de ces futurs logements Habitat Jeunes seraient destinés aux jeunes qui travaillent dans le BTP. Œuvrer pour faciliter la création d’une nouvelle résidence Habitat Jeunes sur le territoire très tendu qu’est Toulouse fait partie de notre engagement social auprès d’Ô Toulouse et d’un bailleur d’Action Logement. Je dois souligner que la Fédération est très fière d’avoir contribuée à ce projet. Même si notre objet premier est d’accompagner et défendre les entreprises du BTP en Haute-Garonne, nous considérons aussi que la contribution au logement des jeunes fait partie de notre objet. Nous aimerions à présent que le projet se matérialise afin que des jeunes puissent bénéficier des logements et de l’accompagnement dans cette nouvelle résidence. Le problème du logement touche aujourd’hui toutes les personnes, quel que soit leur âge. Le parcours dans le logement social en fonction de l’évolution des besoins est grippé. L’accession à la propriété est très compliquée avec des taux élevés et des apport demandés par les banques de plus en plus importants. Le marché locatif privé est saturé. La problématique du logement est un frein au parcours résidentiel et à l’évolution personnelle. Habitat Jeunes est souvent la première étape du parcours logement, celui de la décohabitation familiale. Mais il faudra ensuite que les jeunes accèdent à un autre logement pour laisser la place à d’autres jeunes qui décohabitent. La notion de parcours résidentiel dure toute la vie. Rappelons que le logement est un besoin premier.

”

Quelques leviers essentiels à la réussite d’un projet de résidence Habitat Jeunes

Un projet identifié comme nécessaire et répondant à un besoin du territoire

- Porté politiquement au niveau local
- Inscrit dans les documents d’urbanisme (PLH et PLUi)
- Inscrit dans les orientations nationales du plan logement d’abord qui soutiennent le développement de nouvelles places en résidences sociales FJT
- Basé sur un diagnostic et une étude de besoins menée par les acteurs experts du logement jeune, et notamment les URHAJ dès la genèse du projet
- Reconnu par les acteurs du territoire publics et privés qui soutiennent et connaissent Habitat Jeunes

La mobilisation des acteurs locaux sur l’accès au foncier

- Travailler avec les communes, les Départements ou les bailleurs sociaux pour identifier des terrains sous-utilisés ou des bâtis à reconvertir sur le foncier public ou semi-public
- Privilégier un cofinancement sur le foncier (avec les collectivités locales, des mécènes…) ou l’acquisition d’un foncier sur fonds propres

L’optimisation du plan de financement des projets et des modèles économiques

- Trouver un équilibre d’opération qui ne pèse pas trop lourdement sur le fonctionnement
- Optimiser les financements publics sur chacune des échelles territoriales : Etat, Région, Département, EPCI, Communes
- Mobiliser les financements privés (branches professionnelles, entreprises, fondations…)
- Dimensionner l’équipe sociale en fonction des besoins des publics
- Dimensionner les résidences afin de réaliser des économies d’échelle

Le travail sur la conception du bâti

- Penser la conception du bâti en fonction du projet social et co-construire le projet social avec l’ensemble des partenaires (Conseils Départementaux, CAF…)
- Penser les logements et les espaces collectifs en fonction des besoins des jeunes dans la pluralité de leur profil, sans oublier la question de la mixité de genre
- Prendre en compte les enjeux de confort d’été et d’hiver
- Penser à l’évolutivité des bâtiments en fonction des publics et des logements



Week-end jeunes national 2026, c'était à Jeunesse et Habitat, à Tours

C'est à Tours, le week-end du deux octobre dernier, que près d'une soixantaine de jeunes résidents et quelques intervenants socioéducatifs, venus tous les coins de France, ont été accueillis dans les locaux de l'association Habitat Jeunes tourangelle Jeunesse et Habitat. Au programme de ces journées : des ateliers sur la thématique fil rouge choisie par les jeunes « La santé mentale et les addictions », la découverte de la ville, ou encore des présentations de talents et de projets du réseau, sans oublier des temps conviviaux partagés par les jeunes et leurs accompagnateurs.

L'annonce de ce week-end jeunes dans l'Informail de l'UNHAJ en juin dernier a tout de suite attiré l'attention de l'équipe d'Habitat Jeunes en Albigeois et suscité la curiosité de plusieurs résidents. C'est ainsi qu'Alexandre Leuger, animateur à l'HAJA, s'est rendu à Tours accompagné de deux résidentes et deux résidents particulièrement motivés : *« Nous avons vraiment passé un excellent week-end qui valait le déplacement. Les ateliers consacrés à la santé mentale et aux addictions autour de questions concrètes : « Qu'entend-on par santé mentale ? » ou encore « Quelles solutions face à une situation de détresse ou de crise ? » ont permis aux jeunes de partager leurs expériences personnelles et d'échanger autour de ces questions qui les touchent particulièrement. Ils sont nombreux à connaitre des personnes ou à être eux-mêmes confrontés à des problèmes de santé mentale et d'addiction. Il y a eu des échanges sur la prise en charge psychiatrique et psychologique lors d'une hospitalisation, et comment ils ont pu faire pour aller mieux aujourd'hui. L'objectif était de réfléchir ensemble, et non de se livrer, mais la parole s'est libérée, dans le respect mutuel, sans jugement et sans tabou. Des mises en scènes théâtrales étaient aussi au programme, rendant plus vivant encore les échanges. Les associations avaient également la possibilité de présenter des projets réalisés dans les résidences. Nous avons choisi de diffuser notre dernier court métrage « Parfaitement parfait », et de présenter un atelier d'introduction à la langue des signes française. En effet, parmi les quatre jeunes résidents d'HAJA venus à Tours, deux sont en situation de surdité. Nous accueillons régulièrement des jeunes porteurs de ce handicap à l'HAJA, j'apprends donc depuis deux ans la langue des signes afin de mieux communiquer avec eux et animer des ateliers avec les résidents. Le moment d'introduction était très émouvant, pendant dix minutes les spectateurs ont été plongés dans l'univers des personnes en situation de surdité. Nous avons également fait passer le message selon lequel il n'est pas nécessaire de parler la langue des signes pour communiquer avec une personne sourde, il suffit de faire des mimes et tout simplement d'avoir envie de se rencontrer. Et c'est ce qui s'est passé à la suite de cet atelier. De nombreux jeunes sont venus voir les résidents en situation de surdité et, le samedi soir, nous avons fait la fête tous ensemble au centre-ville de Tours. Le dimanche matin était consacré à des activités culturelles, avec notamment la visite d'un château. Nous sommes tous revenus enrichis de ce week-end grâce aux rencontres entre tous ces jeunes et à ces moments de partage. »* Un constat que partage Violaine Pinel, Déléguée à l'action socio-éducative à l'UNHAJ : *« Comme à chaque fois, cet évènement national a permis la rencontre entre des jeunes de résidences et villes différentes. Il faut aussi souligner le rôle des six jeunes administrateurs du Conseil d'Administration de l'UNHAJ qui participent à la construction du programme et, cette année, étaient tous présents pour contribuer à l'animation de ces journées fédératrices. »*

Rendez-vous dans deux ans pour le prochain week-end jeunes !



©Habitat Jeunes en Albigeois


©UNHAJ

Associations en danger, associations mobilisées !



« Fragiliser le monde associatif, c'est laisser des personnes sans réponse à leurs besoins ! »

Du 12 au 17 octobre derniers, en Occitanie, la CRESS Occitanie, la FAS, le Mouvement associatif et l'URIOPSS ont rejoint la mobilisation nationale « Et si nous arrêtions vraiment ? », lancée par la FAS Nationale et l'Uniopss pour dénoncer les conséquences sur la population de la fragilisation des associations. *« Augmentations des besoins, baisses des financements, difficultés de recrutement, trésoreries sous tension : partout en France, les associations sont contraintes de faire toujours plus avec moins »* : ce message a été porté, le 16 octobre, par les associations, fondations, structures de l'économie sociale et solidaire et acteurs des secteurs sanitaire, social et médico-social lors de rassemblements, et notamment à Toulouse et Montpellier. Le message fort « Et si nous arrêtions vraiment ? » vise à interpeller les pouvoirs publics sur ce qui se passerait dans la société si les associations n'étaient plus là pour accompagner les personnes, et notamment les plus vulnérables, au quotidien dans leurs besoins essentiels que sont notamment la santé, l'accompagnement et le logement. Depuis des années les associations adaptent leur organisation pour faire toujours autant, voire plus, avec toujours moins. Elles puisent dans leurs réserves et sont à présent parfois contraintes de réduire leurs activités ce qui a un impact fort, notamment sur personnes en situation de vulnérabilité. La pression s'accroit sur les salariés et les bénévoles. La capacité associative à répondre aux besoins de la population est en jeu, affaiblissant par là même le lien social et la vitalité démocratique des territoires.



Résultats Volet 3 – Octobre 2026

Des chiffres nationaux alarmants

- 71 % des associations employeuses déclarent disposer de fonds propres fragiles ou inexistants
- 30 % disposent de moins de trois mois de trésorerie, dont 6 % ne disposent d'aucune réserve
- De 2025 à 2026, 56 % des associations employeuses déclarent une baisse de leurs financements publics, contre 45 % sur la période précédente. 16 % d'entre elles signalent une diminution supérieure à 20 %
- 63 % ont dû annuler ou réduire certaines activités
- 20 % ont augmenté les cotisations ou la participation des usagers, alors même que les besoins sociaux augmentent
- 45 % n'excluent pas de devoir réduire leur masse salariale, tandis que 10 % envisagent des licenciements économiques ou un plan de sauvegarde de l'emploi.

Consulter l'enquête :
lemouvementassociatif.org

La santé financière des associations continue de se dégrader

« Un an et demi après la sortie des premiers chiffres alarmants, les résultats du troisième volet de l'enquête nationale sur la santé financière des associations confirment une réalité préoccupante. La situation s'enlise et reste sans réponses politiques, alors même que les Français et Françaises reconnaissent massivement l'utilité et le rôle démocratique des associations.» En octobre 2026 était publié le troisième volet de l'enquête sur la santé financière des associations réalisée par Le Mouvement associatif, le Réseau national des maisons des associations, l'Observatoire régional de la vie associative des Hauts-de-France, Hexopée et Elisfa, avec le soutien du Crédit Coopératif. La situation des associations en France ne présente aucune amélioration : la situation financière demeure extrêmement fragile, les financements publics sont en net recul, les activités et l'emploi au sein des associations sont touchés, et l'ensemble du secteur reste toujours peu écouté malgré leur rôle essentiel reconnu par les habitants sur les territoires.

À l'approche des échéances électorales majeures que sont les Présidentielles et les Législatives, les associations expriment des attentes claires. 78% des associations employeuses demandent un renforcement des financements et de leur modèle économique, 60 % un soutien à l'emploi associatif et 50 % une simplification administrative. Les associations sans salarié mettent quant à elles en avant la reconnaissance du bénévolat et de l'engagement, la simplification administrative et les aides en nature.



Observatoire 2026

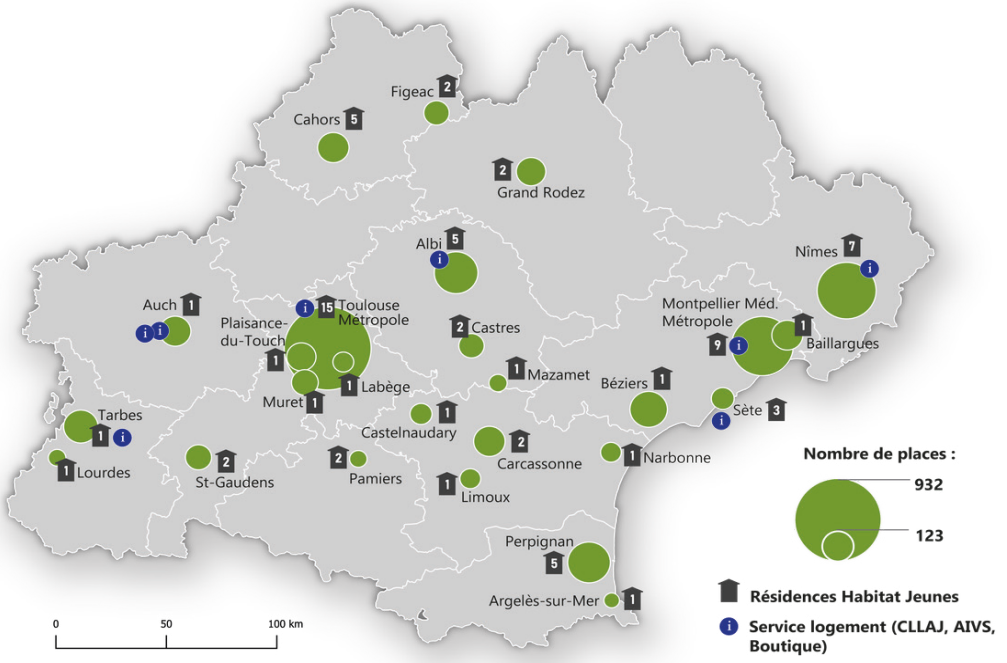
Habitat Jeunes Occitanie bien plus qu'un logement

Un réseau d'éducation populaire constitué d'une offre de logements jeunes et de services logement. Résider en Habitat Jeunes, c'est se loger pour être mobile, étudier, se former, travailler. C'est bénéficier de services pratiques et de l'accompagnement de professionnels socio-éducatifs. C'est avoir accès aux loisirs, aux sports, à la culture et découvrir sa ville, participer à la vie de la cité.

74 résidences
dans 30 villes d'Occitanie

3 293 logements
pour 4 097 places

7 243 jeunes logés
et 7 000 informés, conseillés et accompagnés par les 9 services logement jeunes



Les résidences, les services logement Habitat Jeunes en 2026 et le nombre de places en 2025

URHAJ Occitanie en partenariat avec